

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/NG/W/160

6 avril 2001

(01-1757)

Comité de l'agriculture
Session extraordinaire

Original: anglais

SEPTIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE 26-28 MARS 2001

Déclaration de la Corée

Grâce à votre direction éclairée, Monsieur le Président, nous estimons que le Comité a mené à bon terme la première phase des négociations. Ayant activement pris part au processus, nous voudrions exprimer nos vues sur les progrès réalisés au cours de cette première phase. Tout d'abord, nous notons que de nombreux Membres, en particulier en développement, ont participé activement aux débats. Des solutions différentes, reflétant la situation propre à l'agriculture de chaque Membre, ont été proposées et des données d'expérience différentes quant à la mise en œuvre des résultats du Cycle d'Uruguay ont été échangées en vue de la poursuite du processus de réforme.

Cependant, nous pensons que les divergences de vues ne devraient pas être une cause de découragement. Au contraire, faire le point de ces divergences permet de mieux comprendre la situation unique de chaque pays Membre, et d'établir ainsi une base saine pour les négociations. Nous pensons que les négociations ne peuvent aboutir à un résultat bénéfique pour tous que si lorsqu'elles sont engagées, la situation unique des partenaires, en particulier des difficultés qu'ils rencontrent, est bien comprise. Aussi est-il souhaitable que chaque Membre exprime ses préoccupations et suggestions.

Un résultat entièrement bénéfique serait un résultat réaliste, réalisable et acceptable pour tous les Membres, fondé sur la reconnaissance de la situation propre à chaque pays. Ce résultat tiendrait aussi compte de la nécessité de faire coexister différents types d'agriculture, à savoir ceux des pays développés, des pays en développement, des pays les moins avancés, des petits pays en développement insulaires, des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, des économies en transition, des pays exportateurs et des pays importateurs.

Il nous faut éviter d'avoir des ambitions démesurées ou idéalistes, qui dépasseraient le mandat de l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture. Nous devons garder à l'esprit que le mandat énoncé à l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture dispose clairement que l'objectif à long terme de la réforme est un processus continu. Des ambitions irréalistes ne peuvent se traduire que par une profonde déception et nous devons par conséquent négocier dans l'optique d'un résultat raisonnable.

Deuxièmement, les débats de la première phase ont confirmé l'existence de préoccupations autres que d'ordre commercial légitimes et beaucoup de Membres estiment qu'une approche axée uniquement sur le marché ne suffit pas pour y répondre et qu'un niveau adéquat d'intervention des gouvernements est nécessaire dans de nombreux cas. Nous espérons que ces préoccupations cruciales seront traitées de manière appropriée lors du processus de négociation futur, qui, nous l'espérons, aboutira à des mesures concrètes et opérationnelles en vue d'y répondre.

./.

Troisièmement, de nombreux Membres sont d'avis que les nouvelles questions qui se sont posées après la conclusion du Cycle d'Uruguay devraient être dûment prises en compte dans ces négociations. Parmi elles figurent les préoccupations des consommateurs relatives à la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la biotechnologie et l'environnement. Nous espérons que toutes seront traitées de manière appropriée.

Je voudrais, pour terminer, signaler que beaucoup d'entre nous pensent que cette négociation devrait se poursuivre dans le cadre d'un nouveau cycle doté d'un programme suffisamment large et fondé sur le principe de l'engagement unique afin que les intérêts de tous les Membres soient pris en compte équitablement. J'espère sincèrement que nous pourrons lancer, lors de la Conférence ministérielle de Doha, un nouveau cycle de négociations qui jouera un rôle de catalyseur, favorisant la poursuite des négociations sur l'agriculture.
